COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Maromme, le 20 novembre 2020

MAROMME SOUTIENT LES SALARIÉ.E.S DE VALLOUREC

L'annonce faite hier par les dirigeants du groupe Vallourec concernant la fermeture de son site de Déville-lès-Rouen est une tragédie pour les 200 salarié.e.s, leurs familles et tous les habitants de la vallée du Cailly. C'est un coup dur supplémentaire pour l'emploi et l'économie sur notre territoire.

Il est important de rappeler que le développement de la vallée du Cailly s'est toujours articulé autour de ses entreprises et de ses industries. Un bassin de vie s'est greffé au fil du temps autour de ces activités et a donné à la vallée un dynamisme, une attractivité et un agréable cadre de vie à ses habitants.

À cet égard, l'usine Vallourec de Déville-lès-Rouen représente non seulement l'un des fleurons industriels de cette vallée mais est aussi une stature tutélaire dans le coeur des habitants. De nombreux Marommais.e.s ont travaillé et travaillent encore à Vallourec.

Déjà en 2016, la situation de l'entreprise n'augurait rien de bon. L'usine était, cette année-là, durement frappée par la mise à l'arrêt de son laminoir. 188 postes étaient alors supprimés. Elu.e.s et habitants s'étaient grandement mobilisés pour soutenir les salarié.e.s.

Aujourd'hui, face à cette menace de fermeture, avec le président de la Région, Hervé Morin et celui de la Métropole Rouen Normandie, Nicolas Mayer-Rossignol ; avec les maires des villes de la vallée du Cailly, Mélanie Boulanger, Myriam Mulot, Dominique Gambier et Guillaume Coutey, nous nous sommes entretenus avec les représentants syndicaux de Vallourec. Ils nous ont tout d'abord fait part de la violence que fut cette annonce.

Depuis la fermeture du laminoir en 2016, l'ensemble des personnels ont tout mis en oeuvre pour rendre le site de Déville-lès-Rouen efficient et rentable. Selon les représentants syndicaux, l'usine de la vallée du Cailly est l'une des rares du groupe à faire valoir des résultats en équilibre en 2019.

La colère est d'autant plus grande et justifiée que, selon eux, les dotations de la Banque Publique d'Investissement, qui visaient à accompagner le groupe afin qu'il puisse faire face à ses difficultés, n'ont pas été utilisées à bon escient.

.../...

Un travail avait été engagé depuis près d'un mois avec la direction du site, afin de répondre aux nouvelles injonctions du groupe qui exigeait une meilleure rentabilité. Concrètement, il s'agissait pour le site de Déville-lès-Rouen d'atteindre une réduction de 40 euros sur le prix de revient de la production à la tonne. Salarié.e.s et direction avait travaillé à un scénario basé sur des départs en pré-retraite ou des départs volontaires. L'annonce lapidaire de cette fermeture, sans aucune concertation, met à mal cette réflexion lucide et volontariste qui permet objectivement de pérenniser le site.

Actuellement, le groupe mondial accuse un endettement de 3,5 milliards d'euros. Force est de constater qu'il n'a pas su se relever de la baisse constante des prix du pétrole qui a eu pour conséquence le ralentissement et la fin des prospections des forages. La forte baisse de la demande sur le marché du pétrole aurait dû alerter les dirigeants sur l'urgence de diversifier leurs activités, en s'appuyant sur les compétences et le savoir-faire des salarié.e.s. Pour faire face à ses difficultés, Vallourec a préféré solliciter ses créanciers pour convertir plus de la moitié de sa dette en capital, leur donnant, in fine, le contrôle du groupe. Ces choix interrogent.

Bien évidemment, la crise sanitaire et ses incidences sur l'activité économique n'auront rien arrangé aux difficultés. Mais elles n'expliquent pas tout pour autant. Les dirigeants de Vallourec doivent étayer leurs arguments face aux efforts portés par tous depuis 4 ans et qui ont conduit à un modèle économique et un outil industriel viable.

Aujourd'hui, l'enjeu est avant tout de nous rassembler aux côtés des salarié.e.s.

Nous devons, tous ensemble, défendre l'emploi et imposer le maintien de l'activité Vallourec sur le site de Déville-lès-Rouen-lès-Rouen.

Nous devons réclamer de l'État et de son gouvernement des actions claires et urgentes, afin d'enrayer la désindustrialisation du pays et de nos territoires.

Je souhaite, enfin, que les collectivités qui s'associent à ce combat travaillent ensemble à un plan de développement économique dans la vallée du Cailly.



David LAMIRAY
Maire de Maromme
Conseiller départemental de Seine-Maritime
Vice-Président de la Métropole Rouen Normandie